

*L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, sous la dir. de Daniel C. Bacc et Mamoudou Gazibo, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, 377 p.

Frédéric Guillaume Dufour

Volume 32, numéro 2, 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021359ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021359ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dufour, F. G. (2013). Compte rendu de [*L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, sous la dir. de Daniel C. Bacc et Mamoudou Gazibo, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, 377 p.] *Politique et Sociétés*, 32(2), 161–163. <https://doi.org/10.7202/1021359ar>

diale. Stoett étudie en détail la question des espèces envahissantes (la bio-invasion) au neuvième chapitre; il s'agit d'ailleurs de la principale contribution normative de ce livre au débat écopolitique international. Il argumente explicitement en faveur de la création d'une institution internationale sur la bio-invasion.

À ce jour, les actions pour contrer la bio-invasion s'organisent surtout au niveau régional. Quelques ententes internationales prennent tout de même cet enjeu en considération, notamment la CDB et le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, mais le Programme mondial sur les espèces envahissantes, relié au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a été aboli en 2011, faute de financement. Les espèces envahissantes représentent une menace croissante à la biodiversité, au développement économique, à l'industrie extractive, à la santé et à la sécurité nationale. Les sources multiples de bio-invasion (commerce international, pêche, agriculture, tourisme) et leur caractère international imposent donc, selon Stoett, une réponse correspondante. C'est ainsi qu'il propose la mise en place d'une convention internationale sur les espèces envahissantes qui permettrait de coordonner les efforts régionaux actuels et d'intégrer les questions de justice environnementale, d'éthique et de droits humains à cet enjeu. Il énonce une série de propositions concrètes pour favoriser le succès d'une nouvelle convention internationale, soit un secrétariat indépendant, des bureaux régionaux, une conférence trisannuelle des parties, ainsi que des mesures de compensation pour ceux qui souffrent économiquement de la présence d'espèces envahissantes dans leur milieu de vie. Cette convention internationale devrait prendre en compte les données scientifiques existantes, collaborer étroitement avec les conventions internationales qui intègrent déjà partiellement la lutte à la bio-invasion dans leurs actions et incorporer certaines questions d'éthique et de justice environnementale. Une gouvernance adaptative multi-niveau constitue pour Stoett la seule réponse efficace pour contrer le phénomène

des espèces envahissantes et, en ce sens, l'absence d'une convention internationale sur cet enjeu représente une lacune de gouvernance à combler.

En somme, *Global Ecopolitics. Crisis, Governance, and Justice* présente une synthèse exhaustive des principaux enjeux écopolitiques mondiaux et l'auteur ajoute un élément normatif pertinent dans son chapitre sur la bio-invasion. Il illustre adéquatement les avancées faites à ce jour, tout en restant critique au regard des limites inhérentes au régime environnemental international. Il démontre pertinemment l'intérêt d'une gouvernance mondiale de l'environnement intégrant les principes d'éthique, de droits humains et de justice environnementale. En conclusion du livre, il critique toutefois l'idée de créer une Organisation mondiale de l'environnement (OME) – considérant que celle-ci négligerait les populations locales et manquerait ainsi de légitimité – et réitère plutôt la proposition d'une gouvernance adaptative multi-niveau. L'explication théorique et la nuance entre les deux approches restent toutefois sous-développées, et le livre se termine sans que le lecteur ne comprenne véritablement la distinction entre la proposition émise par Peter J. Stoett et l'idée de créer une OME.

Xavier Deschênes-Philion

Département de science politique,  
Université du Québec à Montréal  
deschenes-philion.xavier@courrier.uqam.ca

---

***L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines***, sous la dir. de Daniel C. Bacc et Mamoudou Gazibo, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, 377 p.

La recension d'un ouvrage collectif comporte toujours une part de risques; en traiter l'ensemble mène soit à un survol superficiel, soit à d'importantes simplifications. Inversement, mettre l'accent sur un nombre limité de contributions crée une distorsion qui rend rarement justice au livre. J'espère rendre justice à cet ouvrage en mettant en relief les trois grandes divisions qu'en ont

proposées les directeurs tout en attirant l'attention sur les deux divisions qui me semblent intéressantes et, dans une certaine mesure, contre-intuitives parce qu'elles devraient retenir l'attention d'un lecteur qui va au-delà des cercles habituels de recherche sur l'État néopatrimonial.

Les directeurs de cet ouvrage, Daniel C. Bach et Mamoudou Gazibo, ont regroupé les contributions à ce collectif sous trois grandes rubriques. La première, «Sens et pertinence des concepts», propose cinq interventions qui explorent et font la genèse des enjeux théoriques autour des concepts de patrimonialisme, de néopatrimonialisme et d'entrepreneur politique. On y trouve des contributions sous la plume de Hinnerk Bruhns, Daniel C. Bach, Daniel Compagnon, Mamoudou Gazibo et Alice N. Sindzingre. La deuxième section, «Le renouvellement des problématiques en Afrique», comporte quatre interventions qui explorent la relation entre patrimonialisme, démocratie et économie politique dans le contexte africain. On y trouve des interventions de Nicolas van de Walle, Morten Bøås et Kathleen M. Jennings, Chris Albin-Lackey et Mahaman Tijdani Alou. Enfin, une troisième et dernière section, «La diversité des interprétations et des transcriptions: comparaisons internationales», propose des analyses pointues de dynamiques politiques aux Philippines, au Brésil, en Italie et en France qui forcent à repenser le concept de néopatrimonialisme au-delà du seul contexte africain.

La deuxième division de l'ouvrage est probablement celle qui est la moins contre-intuitive pour les chercheurs s'intéressant aux dynamiques néopatrimoniales. En effet, la carrière du concept de néopatrimonialisme débuta alors que le sociologue comparatiste Shmuel N. Eisenstadt le forgea afin de désigner des régimes politiques qui ont des caractéristiques de ce que Max Weber qualifiait de patrimonialisme, mais cela, tout en partageant plusieurs caractéristiques d'un État rationnel-légal et en défiant sérieusement la caractérisation temporelle d'un État «pré-moderne». La carrière du concept prit cependant son envol alors

que Jean-François Médard l'employa pour caractériser le Cameroun qu'il étudiait en 1978. La marque de commerce était lancée. En gagnant en popularité, le concept devint de plus en plus dilué et relayé dans le monde de la recherche, comme dans celui des organisations de la société civile. Au fur et à mesure que le concept devenait presque interchangeable d'«État situé en Afrique», des voix se firent entendre pour exiger des comptes à ce concept vedette au contenu incertain. C'est à cette reddition de compte que nous invite la deuxième section de l'ouvrage qui cherche à redonner une singularité et une heuristique au concept de néopatrimonialisme en le mettant en dialogue avec l'idée de démocratie; en analysant ce qui le distingue du concept de *Godfatherism*; et en étudiant la dynamique économique.

Il m'apparaît important d'attirer l'attention sur les deux autres divisions de l'ouvrage qui intéresseront un lectorat que le titre de l'ouvrage aurait pu laisser indifférent. Je pense ici autant aux chercheurs aux inclinaisons plus théoriques qu'aux lecteurs œuvrant à la frontière de la politique comparée et à l'étude des relations internationales. La première section, plus théorique, comporte notamment une contribution de Hinnerk Bruhns sur l'histoire des concepts de patrimonialisme, et par extension de patriarcat, dans la pensée de Weber. Généralement, le lecteur francophone de Weber doit reconstruire l'évolution du concept de patrimonialisme en collant bout à bout des extraits de *Le savant et le politique*, *d'Économie et société* et de *Confucianisme et taoïsme*. La contribution de Bruhns dégage la trajectoire de ce concept chez Weber à partir d'une littérature plus vaste et collée à l'histoire de l'édition allemande de Weber. Elle constitue un véritable tour de force et rend un précieux service aux lecteurs francophones. De façon plus générale, cette section théorique est traversée par les questions suivantes: En quoi le concept de néopatrimonialisme permet-il de saisir des réalités politiques contemporaines? Quelle est l'actualité de l'opposition idéaltypique entre les formes de domination rationnel-

les-légales et les formes de domination traditionnelles porteuses d'institutions et de pratiques patrimoniales? Qu'est-ce qui est «néo» dans le néopatrimonialisme? Quelles trajectoires a connu ce concept dans les études en sciences sociales? Quels en sont les produits dérivés? Par exemple, qu'est-ce qui distingue le concept de néopatrimonialisme de ceux de népotisme, de *Godfatherism*, de sultanisme, de *crony capitalism*, de caducisme et de ploutocratie? C'est dans cet univers de questions que nous amène cette collection d'interventions autant théoriques qu'empiriques. Bien au-delà des seuls africanistes, les comparatistes de toutes provenances trouveront matière à réflexion dans cette section de l'ouvrage.

La troisième division, quant à elle, propose d'élargir le champ d'application du concept d'État néopatrimonial et de ses dérivés, en dehors de leur application ritualisée aux États africains. Cette section gagne à être abordée à la suite de la contribution théorique de Mamoudou Gazibo qui se penche sur la porosité des pratiques patrimoniales, rationnelles-légales et démocratiques. Dominique Caouette propose une véritable anatomie des dynamiques de pouvoirs institutionnalisés à travers l'État philippin, alors que Yves-André Fauré se livre à un exercice similaire pour l'État brésilien. Puis, Mauro Barisione et Daniel Bourmaud tournent le regard sur les États européens en se penchant respectivement sur le cas de l'Italie de Berlusconi et de la politique étrangère française en Afrique. Ces deux dernières contributions annoncent clairement deux chantiers restés surtout évoqués jusque-là dans l'ouvrage. D'abord, la question de la caractérisation des pratiques populistes et charismatiques dans les États «du Nord»; puis, celle des rapports de force coloniaux et postcoloniaux qu'y entretiennent les pratiques et les institutions néopatrimoniales au Sud. Faisant résolument éclater les frontières d'une politique comparée se limitant à l'étude des dynamiques strictement intra-étatiques favorisant les pratiques néopatrimoniales, Bourmaud montre bien comment l'objet que constitue l'État néopatrimonial gagne

à être saisi à la lumière d'une perspective à la fois comparative et globale. Qu'est-ce que les études comparées de ces trajectoires ont à apprendre les unes des autres? Un seul regret, cette division ne comporte pas une contribution sur la Russie contemporaine et les dynamiques spécifiques aux États de l'ancien bloc soviétique.

Aujourd'hui, même l'optimisme post-1989 de Francis Fukuyama a cédé le pas à une attitude beaucoup plus méfiante à l'égard des risques de régression des démocraties libérales. Pour comprendre ces risques de régression, ce que les auteurs de *L'État néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines* défendent de façon convaincante, c'est qu'un retour à la théorie de l'État de Weber est également nécessaire pour décortiquer les risques qui pèsent sur l'État de droit quand la domination rationnelle-légale se fait emboîter le pas par des réseaux de corruption dans des contextes où la porte est grande ouverte aux leaders charismatiques et à la politique populiste.

Frédéric Guillaume Dufour  
Département de sociologie,  
Université du Québec à Montréal  
fgdufour@gmail.com

---

***Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris***, sous la dir. de Stéphane Roussel et Greg Donaghy, Montréal, Hurtubise, 2012, 213 p.

Cet ouvrage, dirigé par Stéphane Roussel et Greg Donaghy, est le résultat d'un long processus qui a commencé à la suite d'une conférence tenue au musée McCord en 2008. Bien que publié quatre ans plus tard, en 2012, ce recueil composé de neuf chapitres rédigés par des auteurs provenant d'horizons divers parvient à conserver sa pertinence. Surtout, soulignons que ce livre offre une contribution certaine dans deux domaines bien précis : la politique étrangère canadienne et les relations internationales de manière plus générale. Il faut mentionner tout d'abord que l'œuvre collective est divisée en deux sections : la première